

ZÜRCHER BEITRÄGE
zur Sicherheitspolitik und Konfliktforschung

Heft Nr. 6

Jacques Freymond

*La menace et son évolution dans les
domaines militaires et civils dans
l'optique de la recherche scientifique et
universitaire*

*Forschungsstelle für Sicherheitspolitik und Konfliktanalyse
Eidgenössische Technische Hochschule 8092 Zürich*

© 1988 Forschungsstelle für Sicherheitspolitik und Konfliktanalyse, ETH-Zentrum
8092 Zürich

Alle Rechte vorbehalten. Nachdruck und fotomechanische Wiedergabe, auch auszugsweise, nur mit schriftlicher Genehmigung der Forschungsstelle.
Die in den "Zürcher Beiträgen zur Sicherheitspolitik und Konfliktforschung" wiedergegebenen Auffassungen stellen ausschliesslich die Ansichten der betreffenden Autoren dar.

Jacques Freymond

La menace et son évolution dans les
domaines militaires et civils dans
l'optique de la recherche scientifique et
universitaire

Version revue de l'exposé tenu dans le cadre du
séminaire international sur la protection civile à
Schwarzenburg, le 9 mai 1988.

La menace et son évolution dans les domaines militaires et civils dans l'optique de la recherche scientifique et universitaire

Exposé de M. Jacques Freymond, directeur honoraire de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, présenté au séminaire international pour la protection civile, Schwarzenburg (Suisse), 9 mai 1988.

Il me paraît plus difficile d'analyser l'évolution de la menace dans l'optique de la recherche scientifique et universitaire que dans celle des autorités militaires. Car on devrait admettre en principe que les autorités militaires ont l'obligation et les moyens de structurer la recherche en fonction de la décision. Tandis que les chercheurs "civils", qu'ils appartiennent à une communauté scientifique ou universitaire, orientent leur activité en fonction de leur inspiration, de leur génie propre ou, le plus souvent, des grands courants de l'opinion et des incitations qui en émergent. On pourrait donc partir de l'hypothèse que la démarche des militaires dans l'évaluation de la menace est plus aisément identifiable que celle des civils, qu'elle se caractériserait même par sa continuité, celle qu'on peut attendre d'un corps constitué, chargé d'une mission. Les scientifiques, eux, agiraient en ordre dispersé.

Mais il faut se garder de simplifier les données d'une étude comparative par souci de clarté. Il est évident qu'entre l'armée et les civils, entre les autorités militaires et les scientifiques, des rapports nombreux s'établissent, personnels ou professionnels, ne serait-ce que dans la mise au point des armements et des équipements.

Recherche fondamentale et recherche appliquée s'interpénètrent, on le sait, et se stimulent réciproquement. La perception de la menace, qui implique de la curiosité d'esprit et quelque sensibilité aux problèmes de société et aux comportements des hommes, n'est pas réservée à quelques échelons de la hiérarchie

militaire, ni aux services de renseignements. Les échanges entre militaires et scientifiques civils ne se développent d'ailleurs pas dans un cercle fermé. D'autres interlocuteurs doivent être pris en considération: les politiques qui, en principe, commandent aux fusils et qui se font parfois une opinion personnelle de la situation; et les médias qui ont le pouvoir redoutable de créer la menace ou de l'escamoter, quitte à la faire resurgir. Nous devons donc tenir compte dans notre analyse de l'interaction des opinions, de la diversité des mises en perspective des problèmes, du jeu des circonstances et des influences, et du climat d'incertitude dans lequel la menace se précise. L'approche comparative, enfin, ne peut viser à la reconstitution d'un dialogue: la communauté scientifique et universitaire n'est pas définissable en tant qu'interlocuteur, c'est une nébuleuse.

Cela dit, je tenterai, en tant que membre de la communauté scientifique, de décrire l'évolution de la menace militaire et de distinguer, sinon des étapes dans cette évolution, du moins les changements qui interviennent dans la perception qu'ont ceux que j'appellerai dorénavant les civils, dont on verra qu'ils sont plus impliqués qu'autrefois dans l'analyse de la menace et dans l'élaboration des stratégies.

Je précise que je ne m'occupe que des sociétés occidentales, ce qui ne signifie pas que je réduise la menace au conflit Est-Ouest. Il est vrai que dès le lendemain de la Deuxième guerre mondiale, les sociétés occidentales sentent peser sur elles, et fort concrètement, la pression révolutionnaire du messianisme soviétique. La menace principale pour les Européens de l'Occident vient de l'Union soviétique qui combine des opérations de stratégie directe et de stratégie indirecte. Ils y résistent grâce à l'appui que leur apportent les Etats-Unis: adoption du plan Marshall et création de l'Alliance atlantique. A la guerre politique qui est menée contre eux, ils répondent par un plan de redressement économique et par une alliance militaire. Mais, fait nouveau, la capacité dissuasive des Alliés ne repose pas uniquement sur des troupes et des armements conventionnels, mais sur l'arme nucléaire détenue par les Etats-Unis, dont la mission est de compenser le déséquilibre dans le rapport des forces

conventionnelles des deux grandes puissances et bientôt de deux alliances antagonistes, l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

Ce bref rappel historique a pour objet de montrer pourquoi et comment deux peurs se combinent, qui ne sont d'ailleurs pas partagées par les mêmes personnes: la peur du communisme, ou du messianisme soviétique, soutenu par une armée considérablement supérieure en effectifs et en équipement lourd, et la peur de l'arme nucléaire qu'on va développer, dont le pouvoir destructeur terrifie. La stratégie de la paix par la terreur apparaît à la fois comme une protection et comme une menace. Cette contradiction initiale reparaît aujourd'hui dans les débats qu'entraîne la conclusion de l'accord soviéto-américain sur les armes nucléaires de théâtre. Elle pèse lourdement sur la politique étrangère des Etats d'Europe occidentale dans une période de réajustement des relations atlantiques.

On pourrait sans doute dépasser cette contradiction en déplaçant le centre de gravité de l'effort de défense vers les armes dites conventionnelles et en cherchant, par la négociation, à établir une relative parité des forces sur le théâtre européen. C'est bien dans ce sens que les membres de l'OTAN se sont engagés, mais sans faire preuve d'une égale conviction. Chacun sait d'ailleurs que les armes conventionnelles peuvent avoir des effets totalement dévastateurs. C'est donc la menace de la guerre, quelle qu'elle soit, qui entretient la peur, une peur qui, à son tour, nourrit la menace.

Et cette menace concerne aussi bien les civils que les militaires. Il suffit de consulter la bibliographie des ouvrages et des revues traitant de la guerre, de la guerre nucléaire, de la dissuasion, de la sécurité, pour constater que les auteurs "non militaires" occupent la plus large place. L'invasion par le civil de domaines plutôt réservés aux militaires a eu pour effet non pas tant la politisation de la pensée militaire mais, paradoxalement, la militarisation de la pensée politique du fait de la concentration de l'attention sur la stratégie nucléaire, devenue un thème obsessionnel et un champ d'exercices pour intellectuels, mathématiciens ou cybernéticiens.

Le mouvement anti-nucléaire, sans doute, n'a cessé de croître. Il ne s'est pas manifesté seulement dans la rue, mais dans des associations locales, nationales, internationales où se retrouvent des membres nombreux de la communauté scientifique et dont une des plus connues est la **Conférence Pugwash**. Mais les membres de ces organisations sont souvent considérés comme suspects de romantisme par ceux de leurs collègues qui abordent les menaces en techniciens de la dissuasion. Les uns et les autres, en fait, sont enfermés dans un dialogue avec une menace, une forme de guerre.

Ceci va retarder la prise de conscience de la montée d'autres menaces, du développement d'autres formes de guerre, d'autres conceptions de la stratégie. Les autres menaces sont celles qui résultent des petits conflits internes, locaux, régionaux qui se sont multipliés depuis 1945 du fait de l'incapacité des pays appartenant au système international de faire fonctionner un système de sécurité collective qui implique de chacun l'engagement de participer à des sanctions. Ces conflits, qui se sont nourris les uns les autres, se sont prolongés à l'état endémique; ils se sont élargis et se sont radicalisés en devenant toujours plus meurtriers. La part croissante de l'armement dans le commerce international et dans la balance des revenus d'un certain nombre de pays est révélatrice de l'indifférence relative des gouvernements à la menace que représente ce type de conflits et de la sous-estimation des risques d'escalade qu'ils contiennent. Si l'on en juge par la littérature traitant de ces petits conflits, la communauté scientifique et universitaire s'en est préoccupée. Mais les études régionales ont été lentes à se développer et fréquemment marginalisées du fait de la concentration de l'attention sur les conflits dits "globaux". Les relations Nord-Sud, pour ne mentionner que cet exemple, ont été constamment subordonnées à la confrontation Est-Ouest qui, seule, impliquerait le risque de l'affrontement nucléaire, comme si la menace de l'escalade nucléaire venant de pays situés à ce qu'on appelle encore la périphérie pouvait être prise à la légère...

Ce qui est plus grave, c'est que la sous-estimation de la menace représentée par les petits conflits a conduit à l'extension des zones qui échappent au contrôle d'autorités constituées; elle a contribué à l'érosion du concept de l'état de droit dans les pays

dans lesquels un gros effort avait été entrepris pour l'imposer. Ce qui a pour conséquence de compliquer, jusqu'à le bloquer, le fonctionnement du système international. L'anarchie favorise non seulement la corruption mais la violence, la violence cynique qui est peut-être pire que la sauvagerie. Il en résulte ce que je définis, dans **"La Paix dangereuse"**¹ comme un pourrissement des sociétés et un disfonctionnement du système international par la criminalité organisée.

Cette menace sur l'existence même de nos sociétés et sur la paix n'est certes pas nouvelle, car le grand banditisme a existé de tous temps et en tous lieux, à des degrés divers de violence. Mais elle a empiré dans ces dernières années - je dirais même au cours de ces deux dernières années - jusqu'à prendre le caractère d'une guerre ouverte entre la criminalité organisée et certains Etats, une guerre que les Etats ne sont pas assurés de gagner. Entre le rapport - bien général et sans muscle - du Vice-président Bush sur la criminalité organisée, publié en 1986, et la description des activités du cartel de Medellin qui soudainement est présenté au public par les reporters des grands journaux, le contraste est frappant. Or, ce qu'il faut regretter c'est que les études conduites par les juristes et par des magistrats engagés en première ligne dans des pays comme l'Italie n'aient pas eu plus tôt la diffusion que l'intérêt de la société commandait. Ici encore la prise de conscience d'une grave menace sur notre sécurité se fait tardivement.

Autre exemple, celui de la stratégie indirecte. Il était évident - et cela depuis de nombreuses années - que la peur de la guerre nucléaire devait stimuler la recherche sur les moyens d'obtenir les fruits de la victoire sans avoir à assumer des risques excessifs. Le recours à la stratégie indirecte est un phénomène ancien, mieux connu peut-être des historiens que des militaires, bien qu'on puisse se référer à des penseurs militaires.

La stratégie indirecte est largement pratiquée par les régimes révolutionnaires. Elle a été, et reste encore, un des instruments d'expansion de la révolution communiste et un des moyens de combat

¹ Ed. La Baconnière, Neuchâtel, 1986. Traduction allemande: **Ernstfall Frieden**, Benteli Verlag Bern, 1987

de certains services secrets. Il est d'autant plus surprenant que l'étude de cette forme de stratégie ait été négligée dans la période contemporaine. Le seul traitement systématique qui en a été fait, à ma connaissance, est celui du Général Beaufre auquel on se réfère maintenant après l'avoir longtemps ignoré. La stratégie indirecte comprend l'espionnage scientifique et économique qui vise à empêcher un adversaire de s'assurer un avantage dans le domaine des sciences, des techniques industrielles et militaires, à rattraper un retard ou à gagner du temps et de l'argent. Elle est plus fréquemment identifiée à travers les opérations de subversion et de désinformation, et plus encore à travers les actions terroristes. Mais il faut pousser l'analyse du phénomène au-delà de l'observation des actions ponctuelles si on veut distinguer entre les accès de violence, épisodiques ou endémiques, et la manoeuvre à long terme visant un objectif de dimension stratégique: la chute d'un gouvernement, l'abandon d'un territoire et de quelques positions d'influence, la renonciation à la lutte. C'est ainsi que le Vietnam ou l'Algérie ont remporté des victoires. La réaction affective qui résulte de l'événement que constitue un attentat à la bombe ou une prise d'otages fragmente l'attention; elle rend plus difficile ou elle retarde l'identification de la politique dont cet événement est une des manifestations. Quiconque prendrait un peu de temps aujourd'hui pour reconstituer la chaîne des opérations montées à partir d'une centrale chargée de la conduite de la révolution prêchée par l'ayatollah Khomeiny, et pour observer la progression des Hezbollah dans le Moyen-Orient et la radicalisation de l'action dirigée contre les sunnites, contre les chiites modérés, contre Israël et contre les Occidentaux comprendrait que ces actions ne sont que des étapes d'un plan d'ensemble. Ici encore la perception de la dimension de la menace a été tardive. Il ne me semble d'ailleurs pas qu'elle soit bien nette.

Au terme de cette analyse de l'évaluation de la menace militaire, je me demande si j'ai traité le sujet qui m'avait été proposé. A cette question, je crois pouvoir répondre affirmativement en redisant tout d'abord que j'ai abordé et développé cette analyse dans la perspective du civil que je suis, qui s'est largement inspiré d'observations recueillies au sein de la communauté universitaire et scientifique et du milieu international dans

lesquels il a travaillé. Il me paraît également qu'il était utile de souligner la difficulté que nous éprouvons à distinguer entre l'apport du militaire et du civil. L'un et l'autre ont été étroitement associés dans l'étude de la menace nucléaire et, à mon sens, prisonniers de cette menace au point d'avoir trop longtemps négligé ces autres menaces, de nature également militaire, qui n'ont cessé de grossir sans que soient prises à temps des mesures pour les contenir.

* * * *

Il s'agit maintenant d'aborder l'analyse des menaces de nature non militaire. Elles sont évidemment nombreuses et diverses et pourraient être répertoriées, pour la commodité de la présentation, en deux complexes de problèmes:

1) Le complexe des problèmes de société

Problèmes politiques, économiques, écologiques, sociaux, culturels qui ont tous des facettes nombreuses et qui se sont posés au cours de ces dernières années avec une acuité croissante du fait de l'accélération de ce que nous appelons le processus de modernisation auquel n'échappe aucune société, quel que soit son niveau de développement.

2) Le complexe des problèmes résultant de l'évolution des rapports de forces matérielles et morales entre les nations et les continents.

C'est sur le complexe des problèmes de société que je concentrerai mon attention, et plus particulièrement sur celui d'entre eux qui, parce qu'il a été trop longtemps négligé, représente probablement le défi le plus formidable: **l'écologie.**

C'est un bien vieux problème que celui des rapports entre l'homme et la terre, et qui a suscité une abondante littérature. Qu'on pense à Lucien Febvre et à son **Introduction géographique à l'histoire (1922)**, qui n'est pas seulement une présentation de l'évolution humaine dans son cadre naturel, mais une réflexion sur

la méthode à suivre pour ce type d'analyse. Qu'on pense encore à Pierre Gourou et à sa définition des "techniques d'encadrement". Marguerite Yourcenar, dans un de ses entretiens avec Matthieu Galey, cite un passage de **l'Atlas de Géographie historique** de F. Schrader, publié en 1911.

"... En même temps qu'agissent toutes ces causes de déséquilibre... la planète se détériore... s'appauvrit. L'homme... croit la mettre en valeur en détruisant la lente accumulation de richesse végétale qu'avait produite la collaboration mille fois séculaire de l'atmosphère et du globe terrestre. La grande forêt de l'hémisphère Nord - ce vêtement qui protégeait le sol, équilibrait les climats, pondérait les vents et la pluies - va s'éclaircissant de jour en jour devant une exploitation folle, sans pouvoir être remplacée par une valeur équivalente. Ce qui s'établit à sa place, c'est trop souvent le désert ou la grande culture, cette grande culture qui, en détachant l'homme de la terre, prélude invariablement à la barbarie. Cette fois-ci, elle croit procéder de façon scientifique parce qu'elle emploie des machines... Mais les zones tempérées ne sont pas seules en danger: la zone tropicale... va être mise en valeur à son tour... Ce grand laboratoire des climats, cette ceinture végétale... d'où s'élançaient... des spirales rythmées d'ondes atmosphériques, sera-t-elle... exploitée avec le respect de l'homme et de la nature, en tenant compte des relations du sol et de l'atmosphère, ou bien cédera-t-on à la tentation de violenter la terre, d'attaquer par des voies rapides la forêt tropicale? Dans ce cas là... c'est l'humanité même qui serait mise en péril... par la déséquilibre de l'atmosphère et par l'introduction de l'instabilité des climats dans le monde entier."

La menace est donc identifiée par les spécialistes. Mais elle n'est pas prise au sérieux dans la mesure où elle n'est pas ressentie comme immédiate. C'est à la suite de catastrophes naturelles telles que des avalanches et des crues dramatiques de rivières dues à une mauvaise exploitation des forêts qu'on crée, en 1885, l'Institut fédéral de recherches forestières. L'augmentation de la pollution des eaux est à l'origine de la création, en 1936, de l'Institut pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux. Mais la conscience de la nécessité de développer une politique écologique n'est pas affirmée. Le terme

d'écologie est peu connu du grand public. Bertrand de Jouvenel a bien plaidé en faveur d'une "**écologie politique**" dans les années 1960; mais la formule, si frappante qu'elle soit, n'a pas encore été reprise.

Avec les années 1970, le **Club de Rome** entre en scène. Fondé en 1968, il se présente les 29-30 juin 1970 à Berne sous le patronage du Conseiller fédéral Celio. Il décide alors, au cours d'un débat mouvementé dans lequel Jay Forrester, auteur d'un ouvrage sur **La Dynamique des systèmes** joue un rôle prépondérant, de lancer le projet de recherche d'où sortira, en 1972, l'année de la Conférence de Stockholm sur l'environnement, le rapport Meadows, **Limits to Growth**. Ce rapport connaîtra un succès retentissant tout en provoquant les critiques passionnées d'une coalition assez disparate de personnes qui ne veulent pas être dérangées dans leurs habitudes de pensée et dans leurs modes de vie. Ces critiques commettent l'erreur d'analyser séparément les divers facteurs et vecteurs de l'évolution mentionnés par le rapport (démographie, alimentation, ressources, technologies, destruction de l'environnement, pollution), alors qu'il faut en considérer l'interaction. C'est la problématique du développement mondial et des relations de l'espèce humaine et de la planète sur laquelle elle organise son existence qui est, et qui reste, au coeur des préoccupations du Club de Rome. L'environnement n'en est qu'un des aspects, mais peut-être des plus importants parce qu'il affecte directement la qualité de la vie.

Les événements de l'année 1973, la guerre du Kippur, la crise pétrolière qui s'ensuit, entraînent une dérive de l'attention vers un autre facteur de la problématique: **la crise de l'énergie**. Ce n'est pas au moment où l'on passe en revue les incidences nombreuses de cette crise sur le niveau de vie des sociétés occidentales qu'on va se préoccuper de l'environnement. La qualité de la vie continue cependant d'occuper de petits groupes qui se rassemblent sous le signe de l'écologie. Elle ne trouble guère la majorité des politiques, ni même de ceux qui devraient être nombreux dans les universités à se passionner pour l'étude de cette nouvelle dimension des problèmes que posent les sociétés en voie de modernisation et de ses incidences sur les relations internationales.

C'est en fonction de l'événement du jour qu'on réagit: crise énergétique, crise économique, incident guerrier, menaces sur les approvisionnements de tous types. La référence à la biosphère n'a guère d'écho. Alors que la problématique mondiale met l'accent sur la globalité de la menace, chacun réagit en fonction de celle qui le touche directement. Les uns se mobilisent contre le recours à l'énergie nucléaire; d'autres concentrent leurs forces sur la protection de l'environnement, conçue comme celle d'un site, d'un coin de pays, d'un paysage humain, d'un mode de vie fondé sur certaines techniques d'encadrement, ou mettent plutôt l'accent sur la pollution des rivières, des lacs et des mers, ou encore sur le dépérissement des forêts, sur la biosphère, pour cristalliser leurs craintes sur la diminution de la couche d'ozone.

Cette fragmentation de la menace est aggravée par la tendance naturelle des scientifiques et des universitaires à la spécialisation. Les phénomènes sont donc étudiés séparément, dans des facultés ou des départements différents, par un professeur et quelques assistants et plus rarement par une équipe pluridisciplinaire. Les recherches entreprises débouchent souvent sur des conclusions intéressantes. ¹ Mais c'est la plupart du temps dans des instituts nouvellement créés et souvent indépendants des universités que l'indispensable pluridisciplinarité sera réalisée.

La progression est cependant très lente. Tous ceux qui, après le Club de Rome, se sont engagés dans l'élaboration d'un tableau d'ensemble des menaces non militaires sur notre société et de la "civilisation du risque", se sont heurtés à un mur ou à un rideau d'indifférence. **The Global 2000**, élaboré sur instruction du Président Jimmy Carter, a été délibérément remis dans les tiroirs par l'administration Reagan. **Face aux futurs**, sous la direction de Jacques Lesourne, une des études de l'OCDE les plus remarquables qui aient été produites sur la problématique mondiale, n'existe plus que comme référence dans la littérature.

¹ Il n'entre pas dans mon propos d'établir une bibliographie. Mais je ferai une expédition pour souligner l'intérêt de la recherche entreprise par deux historiens, les Professeurs Favez et Mysyrowicz, de l'Université de Genève, dont les conclusions ont été publiées dans **Le nucléaire en Suisse**, Jalons pour une histoire difficile. L'Age d'Homme, 1987.

Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, créée par décision de l'Assemblée générale de l'ONU en 1983, rapport publié en 1987 sous le titre de **Our Common Future**, a été sans doute bien accueilli, mais ne paraît pas avoir l'effet mobilisateur qu'on lui souhaiterait. Les tentatives d'orienter les enseignements et les recherches concernant les politiques de sécurité vers les nouvelles dimensions des relations internationales n'ont reçu qu'un accueil distrait.

Three Miles Island, Tchernobyl ont donné une nouvelle vigueur au débat sur l'énergie nucléaire. Seveso, Schweizerhalle, Bhopal, Mexico ont réalimenté l'inquiétude latente qu'entretenait la course au développement scientifique.

Il faudrait donc admettre que seule la catastrophe est mobilisatrice. C'est ce que disaient les économistes réunis à Venise il y a environ une année par **l'Aspen Institute** qui, constatant que l'économie mondiale était en train d'échapper à tout contrôle et prévoyant une catastrophe, entretenaient l'espoir ténu que les dégâts seraient cependant limités, ce qui semble avoir été le cas du **Krach** du 19 octobre 1987. Pour ce qui concerne la catastrophe écologique, le pire sans doute a été évité.

La question est de savoir si la leçon a porté. A mesurer l'intensité des émotions collectives suscitées par chacun de ces désastres et la nervosité de l'opinion, on pourrait imaginer que c'est le cas. Mais on conviendra que la mobilisation par la catastrophe n'est pas un remède à recommander. L'émotion collective encourage à la fuite dans l'activisme et à l'évasion dans la recherche du bouc émissaire. D'où des décisions prises à la hâte, sous l'effet d'une menace qu'on grossit faute de l'avoir évaluée assez tôt. D'où des accusations lancées au hasard des humeurs ou des préjugés. D'où la difficulté croissante que nous éprouvons à insérer les menaces identifiées momentanément dans l'ensemble des défis que doivent affronter nos sociétés qui évoluent dans un système mondial d'interdépendance.

Il est vrai que dans les deux dernières décennies, dès 1965, des progrès sensibles ont été réalisés en Suisse dans la mise en oeuvre d'une politique de la science et de la technologie et

d'encouragement à la recherche visant à résoudre les problèmes posés par la modernisation rapide de la société. Mais les défis sont si nombreux et surgissent dans des domaines si divers qu'il est difficile d'évaluer la portée et l'efficacité de l'effort accompli. On admettra qu'en ce qui concerne la protection de l'environnement il n'est pas négligeable. Encore faut-il qu'il soit associé à la protection civile, tâche difficile car il ne suffit pas de prendre des dispositions institutionnelles, mais d'obtenir une participation active de la population à protéger.

* * * *

Il importe, par conséquent, de pondérer les menaces. L'inquiétude qu'entretiennent les accidents majeurs ou mineurs - largement médiatisés - qui surviennent dans tous les domaines dans lesquels l'homme est en train d'expérimenter des techniques nouvelles et de faire sauter les cadres, les structures et les institutions qu'il avait mises en place, nous contraint à poser de plus en plus clairement la question de la gouvernabilité de nos sociétés et du système mondial. L'homme se veut libre, mais il ne peut jouir de sa liberté que dans la mesure où il assume ses responsabilités non seulement dans son propre intérêt, mais dans celui de la société. Ce qui signifie qu'il ne peut pas choisir entre les menaces qui pèsent sur tout le monde et chacun.

Des sondages récents effectués en Suisse avaient signalé que les Suisses seraient plus préoccupés par les menaces sur leur environnement que par la menace militaire. C'est bien possible. Mais cela ne signifie pas qu'ils puissent choisir entre ces deux types de menaces. Ils doivent les examiner l'une et l'autre et les pondérer. Cet examen conduit, en ce qui me concerne, à la conclusion que nous ne sommes pas dans une période historique de décrue de la violence et que les risques d'un glissement vers la guerre subsistent pour des temps indéterminés. Il reste donc indispensable de maintenir cet instrument de dissuasion qu'est, au niveau de ce petit pays, l'armée de milice et donc la protection civile.

Mais notre politique de dissuasion ne sera crédible que dans la mesure où nous maintiendrons notre cohésion nationale. Or la cohésion nationale s'est à un tel point diluée sous l'effet d'un individualisme égocentrique qui érode tous les secteurs de la société que nous nous trouvons - si nous voulons faire face aux défis du XXI siècle - dans l'obligation d'entreprendre une action de rééducation au civisme dans tous les secteurs d'activités et à la grande politique, celle qui se déploie dans la durée.

C'est là une tâche considérable mais qui, parce qu'elle est toute d'éducation, n'est pas irréalisable. Il s'agit tout d'abord de concevoir une politique d'information qui situe l'événement dans son contexte global et qui mette constamment l'accent sur ce qu'il est possible de faire, au lieu de mettre en évidence le pathologique. Les médias, toujours très attentifs aux péchés des autres, devraient prêcher d'exemple en s'accordant sur un code de conduite et sur les règles que doivent observer les professionnels de l'information dans une société en mutation rapide.

Ceux qui assument des responsabilités dans l'enseignement et dans la recherche devraient être attentifs également à la relation entre leur discipline de spécialisation et l'ensemble des questions qui se posent à la société. L'interdisciplinaire dont on entend faire un substitut de l'humanisme, ne se définit que par rapport au problème étudié, à l'objet, à l'homme, à l'enfant, à l'étudiant, au malade. C'est là une vérité première. Il suffit d'observer notre système universitaire pour constater que dans la course au diplôme et à la recherche, ces exigences ne sont pas respectées et que nous sommes en train de fabriquer quelques très bons spécialistes dont certains deviendront des maîtres, une bonne proportion d'experts distingués et de nombreux médiocres, mais peu de citoyens.

Je pourrais poursuivre la description d'un programme que chacun de nous d'ailleurs serait capable d'élaborer. Je préfère insister en terminant sur une dimension de notre réflexion qui, à mon sens, devrait nous permettre de nous approcher du **levier** que nous voudrions pouvoir tenir et utiliser lorsque nous cherchons à pénétrer dans les complexes de problèmes dont j'ai parlé. Ce levier, nous le tiendrons dès l'instant que nous ferons l'effort

d'imagination nécessaire pour situer nos problèmes dans le temps long.

Si nous nous accrochons à la seule observation du présent, les obstacles à surmonter sont si nombreux que nous ne parvenons pas à les hiérarchiser. Si nous prenons de la distance sur le présent, soit par une compréhension du mouvement de l'histoire, soit par une réflexion soutenue sur l'avenir - réflexion qui ne se ramène pas à une extrapolation quantitative, ni à une approche par scénarios tous réductionnistes, mais qui est essentiellement une analyse de l'évolution globale d'une société et de ses institutions - nous avons quelque chance de déterminer des priorités dans nos engagements.

Nous saurons ainsi que les menaces de type militaire doivent être prises au sérieux aujourd'hui et dans un avenir indéterminé comme par le passé, mais qu'aucun de nos problèmes de société, qu'il s'agisse de notre approvisionnement énergétique et en matières premières, de la recherche et du développement, de la démographie, du nucléaire et de l'environnement, ne peut être négligé sous peine d'affaiblir la cohésion morale de la nation maintenant, et de nous acculer à des impasses plus tard. Nous comprendrons également que même si nous avons le sentiment d'avoir résolu quelques uns de nos problèmes existentiels, tels ceux que posent l'alimentation ou la santé pour la majorité de nos concitoyens, nous sommes solidaires de ceux qui, dans le monde, ne bénéficient pas de l'infrastructure que nous avons mise en place et qui inévitablement exportent leurs problèmes chez nous, à moins qu'ils ne viennent s'y réfugier ou s'y installer. C'est ainsi, et ainsi seulement, que nous parviendrons à saisir concrètement la signification de ce phénomène que nous appelons interdépendance et que nous reconnaitrons que notre environnement n'est pas seulement déterminé par le vent, par les eaux ou par les pesticides, mais par nos relations avec les habitants de la planète.

C'est ainsi seulement que, par la prise de conscience des défis de cette fin de siècle, nous pourrions peut-être dégager un nombre croissant d'Occidentaux de l'absentéisme civique et les inciter à s'interroger sur l'importance qu'il faut attribuer à l'adaptation de leur comportement à leur système de valeurs.